

"Willy Brandt: dans un monde de catastrophes, les îlots de prospérité ont une existence précaire..." dans 30 jours d'Europe (Octobre 1980)

Légende: Dans son édition d'octobre 1980, le mensuel 30 jours d'Europe publie le point de vue de Willy Brandt, ancien chancelier de la RFA et membre du Parlement européen, sur le rôle de l'Europe en tant que facteur de paix dans le monde.

Source: 30 jours d'Europe. Octobre 1980, n° 267. Paris: Service d'information des Communautés européennes. "Sans un monde de catastrophes, les îlots de prospérité ont un existence précaire.", auteur:Brandt, Willy , p. 10.

Copyright: Libre reproduction, mention d'origine obligatoire.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"willy_brandt_dans_un_monde_de_catastrophes_les_ilots_de_prosperite_ont_une_existence_precaire_"_dans_30_jours_d_europe_octobre_1980-fr-e2f96206-c059-4bed-b5f3-a30a0942e99a.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 03/07/2013

Dans un monde de catastrophes, les îlots de prospérité ont une existence précaire...

Par Willy Brandt

Les expériences des dernières années nous ont fait comprendre de plus en plus nettement que les questions Est-Ouest et Nord-Sud s'imbriquent les unes aux autres. Et nous nous rendons compte que l'Europe est directement concernée par ce qui se passe dans des régions «éloignées». Les événements d'Iran et d'Afghanistan — comme ceux du Proche-Orient, du Sud-Est asiatique, de l'Afrique australe et de l'Amérique centrale — ont démontré de façon dramatique qu'une politique de paix active doit reposer sur deux dimensions d'égale importance: d'une part une politique de détente, d'autre part un équilibre d'intérêts entre le Nord et le Sud, entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement.

Un peu partout dans le monde, on commence à comprendre non seulement que la paix est menacée par la soif de puissance et l'exacerbation des différends idéologiques, mais que les famines, les désastres économiques et les catastrophes écologiques sont des menaces tout aussi grandes pour l'avenir de l'humanité. C'est une dangereuse illusion de croire que des îlots de prospérité et de sécurité peuvent avoir une existence durable à une époque où la famine et la sous-alimentation, concentrées dans la moitié sud du globe, frappent un cinquième de la population humaine.

Au début de cette année, le Parlement européen a organisé à Bruxelles, sous l'égide de sa commission du développement et de la coopération, un débat public sur la famine dans le monde, au cours duquel j'ai pu commenter le rapport élaboré sous ma présidence par la commission indépendante pour les questions internationales de développement. Il vient de consacrer un important débat à ce problème. Dans les parlements de plusieurs pays de la Communauté, notamment à la Chambre des Communes et au Bundestag, des débats se sont déroulés sur les rapports Nord-Sud.

Quatre objectifs

Tout cela atteste que l'Europe a conscience du rôle qui lui incombe en tant que facteur de paix et d'équilibre dans le monde.

Mais, en tout état de cause, il faut accomplir des efforts accrus pour faire une place plus importante à la problématique Nord-Sud au Parlement européen, pour susciter une prise de conscience de l'opinion publique grâce aux médias et, en collaboration avec les interlocuteurs dans d'importants secteurs socio-professionnels (syndicats, milieux confessionnels, associations de jeunesse), pour inciter les gouvernements des Neuf à formuler des propositions susceptibles d'apporter une solution à ce problème déterminant à la fin du XXe siècle.

Dans le rapport de la commission Nord-Sud, nous avons considéré qu'il y avait, pour les six prochaines années, quatre objectifs prioritaires.

Un afflux massif de ressources devrait donner aux pays les plus pauvres d'Afrique et d'Asie et aux «middle-income countries», la possibilité de développer leur propre dynamique ou de poursuivre leur croissance sur le plan économique. Pour cela, il sera notamment nécessaire que tous les pays industriels qui en ont pris l'engagement et sont en mesure de le faire, consacrent, jusqu'en 1985, 0,7% de leur produit national brut à l'aide publique au développement. Si les pays industrialisés de l'Est et les pays en voie de développement plus favorisés apportaient également leur contribution à ce transfert, l'opération n'en serait que plus efficace.

La deuxième priorité concerne le secteur de l'énergie. Il s'agit de combiner de manière cohérente la nécessité d'un approvisionnement régulier en pétrole, avec une évolution des prix prévisible et la promotion de mesures visant à économiser l'énergie, avec le développement simultané de sources alternatives, de sorte que les pays producteurs de pétrole soient pleinement associés aux travaux de recherche et aux développements nouveaux.

En troisième lieu, il faut accroître de manière déterminante la production alimentaire de tous les pays

tributaires d'importations. L'accroissement de l'aide alimentaire ainsi que la signature prochaine d'un accord international sur les céréales doivent permettre d'atténuer la misère qu'il n'est pas possible de faire disparaître aussi rapidement par des programmes visant à promouvoir la production agricole.

Enfin, il importe de faire des progrès sérieux vers une réforme des relations économiques, monétaires et financières internationales. De leur côté, les pays en voie de développement doivent accomplir des efforts au niveau national. Et les organisations internationales existantes ne doivent pas non plus échapper à un réexamen critique.

La relance du dialogue

Ce n'est pas en organisant de grandes conférences que l'on atteindra les objectifs que je viens d'esquisser. L'expérience a montré qu'elles n'aboutissent souvent qu'à créer des blocs rigides sans aucune marge de négociation. Il serait préférable de retenir la suggestion de notre commission et d'organiser des rencontres au sommet sélectives, le choix des hommes politiques appelés à y participer étant effectué en fonction des critères régionaux ou du sujet à négocier — de façon telle qu'ils ne représentent pas exclusivement les conceptions de leur propre pays.

Une première rencontre préparatoire de ce type aura probablement lieu au début de l'an prochain à la suite d'une initiative du Mexique. Dans le prolongement de l'Assemblée générale extraordinaire des Nations Unies prévue pour cet automne, cette rencontre pourrait constituer un bon point de départ pour la relance du dialogue Nord-Sud, qui en est actuellement au point mort. De nombreux pays en voie de développement sont aujourd'hui à la recherche de partenaires solides et fiables, qui ne soient pas guidés par la soif de puissance ni par des calculs stratégiques. C'est le cas de l'Europe, qui devrait leur tendre la main et œuvrer à la réalisation d'un équilibre dont dépend aussi bien un avenir pacifique que la possibilité d'assurer l'emploi.

Willy Brandt